



ÉTUDE DE LA FILIÈRE LAIT DANS LE DÉPARTEMENT DE VALCEA - ROUMANIE

Coopération Chambre d'Agriculture de l'Aveyron - Département de Vilcea

- Note de commentaire de l'ONG sur l'étude préalable -

La nécessité d'une étude préalable de la filière laitière dans le département de Vâlcea en Roumanie est apparue lors d'une mission préparatoire et de lancement en février 1999. Avec les profonds changements qu'ont vécu les systèmes de production, transformation et commercialisation depuis la transition et la difficulté de saisir les caractéristiques du milieu paysan roumain ont poussé les partenaires à travailler à la mise en place d'une étude dans la perspective de la préparation d'un projet de développement pluriannuel à présenter au financement des programmes de l'UE pour l'Europe de l'Est.

Au départ dirigée vers l'ensemble de la filière élevage, ce projet d'étude a finalement été centré sur les aspects laitiers ; l'étude a été mise en œuvre de mars à mai 2000 par un chargé d'étude et un expert en appui, et ses principaux résultats restitués et débattus lors d'un atelier qui s'est tenu à Rimnicu Vâlcea fin mai 2000, en présence des institutions départementales (Préfecture, Conseil général, Direction départementale de l'agriculture, Office départemental de Conseil agricole), de représentants de groupes d'agriculteurs, de la Chambre d'Agriculture de l'Aveyron et du CICDA.

Principaux résultats

Cette étude a mis en lumière certains traits de ce département où prédomine la petite agriculture (2.2 ha par ferme en moyenne) et a apporté la confirmation de l'importance mais aussi du potentiel de l'élevage notamment bovin dans la zone. La plupart des facteurs limitants ont également été identifiés : qualité en baisse des pâturages, mauvaise gestion des troupeaux (alimentation, reproduction) et chute de la production de lait, production limitée et peu valorisée, destinée avant tout à l'autoconsommation ou la vente très locale en l'absence de filière organisée, agriculteurs isolés et personnel d'appui limité et sans moyens, absence de crédit... Pourtant l'étude a également montré qu'il existait un savoir faire fermier de fabrication de fromage dans la zone, des potentialités fortes sur la transformation et des débouchés possibles dans les villes pour une production régulière, saine et de qualité, ainsi que les prémisses de groupes d'agriculteurs prêts à travailler ensemble pour améliorer leurs revenus. D'autres pistes de travail ont également été abordées (tourisme, fructiculture) Cette étude a mis en lumière également tous les enjeux que pouvait revêtir pour les personnels des administrations locales d'appui les changements profonds à venir dans leur organisation et méthodes de travail, et partant leurs besoins en formation.

Limites

Il est dommage en revanche que le temps limité (3 mois) n'aie pas permis une étude plus vaste sur l'ensemble de la zone de montagne du Nord du département. Les traits généraux ont bien été soulignés mais il aurait été intéressant par exemple d'approfondir les aspects de complémentarités entre étages écologiques et d'échanges entre zones. La partie élevage ovin a également été sous exploitée, alors que les chiffres mêmes imprécis prouvent que le troupeau est encore important ; la filière laine aurait à notre sens mérité elle aussi d'être approfondie.

Un autre aspect aurait également mérité à notre sens d'être plus détaillé est celui des besoins en formation du personnel d'appui des administrations roumaines, DGAA et OJCA. La conduite puis la restitution de l'étude ont été l'occasion pour certains des techniciens de terrain de s'impliquer et de s'intéresser à la démarche. Certains ont saisi l'intérêt pour l'avenir de leur profession et de leur institution de participer à la démarche, d'autres y ont vu une menace pour leur petit espace de pouvoir hérité de l'ancien système, ce qui prouve que les partenaires n'ont peut être pas pris toutes les précautions nécessaires pour que l'étude soit réellement appropriée par l'Office départemental de conseil agricole.

L'étude préalable de la filière lait dans le département de Vâlcea a globalement rempli les attentes de l'institution, bien consciente que le délai de réalisation ne laissait pas la possibilité d'aborder de manière totalement satisfaisante tous les domaines d'intérêt des partenaires. Cette étude donne les éléments nécessaires à la connaissance de la zone, des enjeux vécus par les producteurs, des points de blocage quant au développement de la filière laitière et permet aux partenaires et aux porteurs de la coopération de mieux comprendre la situation locale. Des axes de travail pour un futur projet de développement ont d'ores et déjà été défini à grands traits mais l'ensemble du processus de préparation consécutif à l'étude souffre d'un retard de mise en place des programmes européens qui devaient assurer le financement des actions.

Que s'est il passé ensuite ?

De mai 2000 à l'été 2001, malheureusement , il n'a pas été possible de démarrer localement des actions. Comme les programmes européens ont eu un grand retard, CICDA s'est efforcé de rechercher des fonds pour permettre la mise en place d'une phase intermédiaire, recherche de fonds qui a duré jusqu'à la mi-2001. Dans l'intervalle, la "dynamique" créée avec la réalisation de l'étude est retombée et les personnes clefs ont changé. Les partenaires français du projet (CICDA, Chambre d'agriculture de l'Aveyron) ont souhaité relancer le partenariat local, les contacts institutionnels et l'appropriation des résultats de l'étude par les acteurs locaux.

C'est ainsi qu'une délégation de la Chambre d'Agriculture, du Conseil Général et d'organismes professionnels de l'Aveyron et du CICDA s'est rendue en Roumanie fin octobre 2001 en vue de rencontrer les acteurs locaux. Un premier contact avec le nouveau Président du Conseil départemental a permis de s'assurer de son soutien, et de confirmer son intérêt de voir la filière laitière de son département appuyée. En revanche, il n'a pas été possible de rencontrer le Préfet, ce qui est plutôt dommage en raison de la tutelle qu'il exerce sur les administrations agricoles. La nouvelle direction de l'Office départemental de Conseil Agricole - OJCA a cependant assuré les acteurs français de son soutien à la démarche ; la nouvelle directrice de l'OJCA n'a suivi que de loin la réalisation de l'étude en 2000, et semble ne donner à son soutien qu'un aspect formel. En effet, les acteurs français n'ont pas senti dans la discussion avec elle un intérêt marqué pour le fonds, sur la démarche, sur la méthodologie d'animation et d'accompagnement, alors que les acteurs français ont le souci de les associer à l'accompagnement des producteurs.

Une réunion a également pu être organisée à Vaideeni, la commune identifiée durant l'étude comme ayant un potentiel laitier intéressant pour lancer et expérimenter une démarche d'appui avec des groupes de producteurs existants. Les participants étaient : le Maire de Vaideeni,

quelques techniciens de l'OJCA, leur directrice, le président de l'association des éleveurs de vaches et quelques producteurs membres, et les acteurs français. Après une présentation et une discussion sur la réalisation et les résultats de l'étude, un débat a été lancé sur les orientations à avoir dans le cadre du développement de la filière laitière... débat difficile car si l'analyse de la situation locale était partagée, le langage, la vision d'ensemble, les réponses à apporter étaient complètement différentes selon la position et la nationalité du participant... La discussion sur l'orientation principale du partenariat en a été un bon exemple. Les producteurs ont exprimé leur volonté de mieux valoriser leur lait à travers la mise en place d'une laiterie fromagerie communale, afin de remédier aux problèmes de standardisation et d'homogénéité de la production (lait pasteurisé, fromage, crème fraîche), et d'hygiène. Ce projet, a été décrit à grand traits par les participants, chiffré de manière sommaire, a paru un peu "grandiloquent" aux acteurs français compte tenu des capacités locales. Une discussion a été alors lancée pour aborder les questions laissées de côté par les producteurs, d'organisation de la collecte, de gestion de la laiterie, de fonds de roulement, de commercialisation, etc. Il est vrai qu'autant la Chambre d'Agriculture de l'Aveyron que le CICDA ont déjà eu des expériences de coopération avec des groupes de producteurs roumains dans des zones voisines, et sont relativement bien au fait de leurs capacités. D'autre part, ce groupe, malgré qu'il soit structuré en association communale, n'a aucune habitude de travail en commun et encore moins de gestion d'un outil collectif. Des questions un peu "provocantes" de la part des acteurs français a permis de mettre en lumière les manques en terme de conception et d'organisation et de vision d'ensemble.

La réunion plénière du matin a été suivie d'un atelier plus concret, avec un peu moins de participants ; il a permis de discuter plus avant des projets des producteurs et des modalités d'appui possible de la part des acteurs français. En effet, il a été clair rapidement que le groupe ne pouvait s'astreindre à la démarche de travail et aux contraintes liées à la complexité de leur projet. Après d'âpres discussions, le groupe et les acteurs français ont convenu d'une démarche plus adaptées aux capacités locales, progressive. Il a été convenu d'organiser dans un premier temps la collecte du lait d'un grand nombre de producteurs de la commune, et de vendre le fruit de cette collecte à un transformateur intéressé (Napolac, Prolacta...). Une fois le groupe rodé à cette activité à gérer en commun, il lui sera plus facile de mettre en place la deuxième partie de la chaîne, à savoir la transformation, puis la commercialisation. La Chambre d'Agriculture de l'Aveyron est prête à aider le groupe dans l'acquisition de tanks à lait réfrigérants, sous condition d'une organisation précise de leur utilisation. Il est prévu de mettre en place des points de collectes communaux et un centre. Le lien avec des transformateurs "industriels" aura également l'avantage de pousser les producteurs à une démarche qualité.

Cette démarche plus modeste, si elle n'est pas forcément celle que tous, aussi bien les acteurs roumains que français, espéraient notamment en terme de vision à plus long terme, a le mérite d'avancer par étape et de chercher à consolider les capacités des acteurs de manière progressive. L'objectif final des actions à mettre en place reste de permettre aux acteurs paysans locaux d'arriver à créer une filière paysanne départementale, où la valorisation de la production reste entre les mains des producteurs.

Les appels à projet des programmes européens ont depuis été publiés, avec des critères très stricts¹. Dans ces conditions, compte tenu des capacités locales à l'heure actuelle, un projet plus vaste avec cofinancement européen n'est pas justifié. Cependant, dans le contexte de préadhésion à l'UE, la Roumanie bénéficie de fonds structurels gérés au niveau national, auxquels les groupes de producteurs peuvent postuler. Les acteurs français s'orientent dorénavant vers un appui plus en terme d'accompagnement et d'animation, pour permettre aux producteurs de présenter des projets économiques solides à ces fonds structurels.

1 Le chef de file doit notamment être une organisation roumaine. Dans la situation actuelle, aucune structure du département n'est objectivement en mesure de gérer un programme européen...